

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 1561

[2009/201803]

**19 MARS 2009.** — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant la forme et les modalités de l'instruction des demandes de permis exclusif de recherche ou d'exploitation du pétrole et des gaz combustibles, et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté royal n° 83 du 28 novembre 1939 relatif à la recherche et à l'exploitation des roches bitumeuses, du pétrole et des gaz combustibles;

Vu l'arrêté royal du 7 avril 1953 déterminant la forme et les modalités de l'instruction des demandes de permis exclusif de recherche ou d'exploitation du pétrole et des gaz combustibles;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 29 septembre 1982 réservant à la Région wallonne, sur l'ensemble de son territoire, la recherche et l'exploitation du pétrole et des gaz combustibles;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées;

Vu l'avis n° 45.783/4 du Conseil d'Etat, donné le 16 février 2009, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que ne sont à ce jour soumises à permis d'environnement que les "installations pour l'extraction de pétrole, de gaz naturel ou de schiste bitumineux de leur site naturel d'origine, lorsque les quantités extraites quotidiennement dépassent 500 T de pétrole ou de schiste bitumineux ou 500 000 m<sup>3</sup> de gaz", conformément à la rubrique 11.10.01 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 susvisé; qu'il en résulte que l'extraction de pétrole ou de schiste bitumineux de plus de 500 T ou de gaz de plus de 500 000 m<sup>3</sup> par jour nécessite un permis exclusif octroyé sur base de l'arrêté royal n° 83 susvisé et un permis d'environnement, alors que l'extraction de pétrole ou de schiste bitumineux de 500 T ou moins ou de gaz de 500 000 m<sup>3</sup> ou moins ne nécessite qu'un permis exclusif; que cette différence ne repose sur aucun motif pertinent; qu'il convient donc, dans un souci de protection de l'environnement, de soumettre à permis d'environnement toutes les installations nécessaires à l'extraction de pétrole, de schiste bitumineux ou de gaz combustibles et susceptibles de provoquer des nuisances pour l'environnement;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 94/22/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 1994 sur les conditions d'octroi et d'exercice des autorisations de prospecter, d'exploiter et d'extraire des hydrocarbures.

**Art. 2.** Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° permis : le permis exclusif de recherche ou d'exploitation du pétrole et des gaz combustibles;

2° le Gouvernement : le Gouvernement wallon;

3° l'entité : toute personne physique ou morale ou tout groupe de telles personnes, qui demande ou est susceptible de demander un permis;

4° le Ministre : le Ministre qui a les Mines dans ses attributions;

5° l'administration : la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie.

CHAPITRE II. — *Critères visant à départager les demandes présentant des mérites équivalents*

**Art. 3.** Lorsque plusieurs demandes présentent des mérites équivalents quant aux capacités techniques et financières visées à l'article 2, alinéa 6, de l'arrêté royal n° 83 du 28 novembre 1939 relatif à la recherche et à l'exploitation des roches bitumeuses, du pétrole et des gaz combustibles, ainsi qu'en ce qui concerne le programme de recherche et d'exploitation visé à l'article 6, § 3, de ce même arrêté, les informations complémentaires demandées par le Gouvernement ont trait aux critères suivants, permettant de faire un choix définitif entre les demandes :

1° la qualité des études préalables réalisées pour la définition du programme de travaux;

2° l'efficacité et la compétence dont les demandeurs ont fait preuve à l'occasion d'éventuelles autres autorisations, particulièrement en ce qui concerne la protection de l'environnement;

3° l'éventuelle proximité d'une zone déjà explorée ou exploitée par les demandeurs;

4° les répercussions positives envisagées pour le développement de la Région et des activités technologiques sur son territoire.

CHAPITRE III. — *Modalités d'introduction des demandes de permis*

**Art. 4.** Le Ministre communique à tout entité qui en manifeste le souhait un cahier des charges-type contenant les conditions et exigences minimales relatives à l'exercice et l'arrêt des activités projetées.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Les permis sont octroyés par le Gouvernement à l'issue d'une procédure au cours de laquelle tous les demandeurs intéressés peuvent présenter une demande.

La procédure est ouverte :

1° soit à l'initiative du Gouvernement, par un avis invitant à présenter les demandes, qui est publié au *Journal officiel* de l'Union européenne au moins nonante jours avant la date limite du dépôt des demandes;

2° soit par un avis invitant à présenter les demandes, qui est publié au *Journal officiel* de l'Union européenne à la suite de la présentation d'une requête par un demandeur. Les autres entités disposent d'un délai d'au moins nonante jours après la date de cette publication pour présenter une demande. La publication est demandée par le Gouvernement.

Les avis spécifient :

1° le type de permis;

2° la ou les aires géographiques faisant ou pouvant faire, en tout ou en partie, l'objet d'une demande;

3° l'objet de la demande;

4° les critères objectifs et non discriminatoires sur base desquels le Gouvernement prendra sa décision, à savoir :

a) les capacités techniques et financières des demandeurs;

b) la manière dont ils comptent procéder à la prospection, à l'exploration ou à l'exploitation de l'aire géographique en question;

c) les critères visés à l'article 3 du présent arrêté.

Un cahier des charges-type contenant les conditions et exigences minimales relatives à l'exercice et l'arrêt des activités concernées est joint à l'avis.

§ 2. Le Gouvernement peut décider de ne pas appliquer la procédure décrite au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, lorsque des considérations géologiques ou d'exploitation justifient qu'un permis pour une aire donnée soit accordé au détenteur du permis pour une aire contiguë qui en fait la demande. Les détenteurs de permis pour toute autre aire contiguë sont alors informés par le Gouvernement afin qu'ils puissent, dans les nonante jours de la réception de cette information, présenter également une demande.

#### CHAPITRE IV. — *Instruction des demandes*

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. La demande de permis est introduite par lettre recommandée auprès du Ministre.

La demande mentionne les nom, prénoms, qualité et domicile du demandeur. Si la demande émane d'une société, elle est accompagnée d'un exemplaire des statuts ainsi que des documents attestant les pouvoirs des signataires de la demande.

Le demandeur de nationalité étrangère est tenu de faire élection de domicile dans le Royaume.

Un plan régulier de la surface, indiquant les limites du périmètre à l'intérieur duquel le demandeur se propose de rechercher ou d'exploiter du pétrole ou des gaz combustibles, est annexé à la demande, en quintuple expédition. Ce plan, établi à l'échelle de 1/10 000<sup>e</sup>, indique les limites des zones voisines pour lesquelles un permis de recherche ou d'exploitation a déjà été accordé, ainsi que les concessions minières existant, en tout ou partie, à l'intérieur du territoire visé par la demande.

Le contour de la zone reprise au plan de secteur est décrit de point en point de manière précise.

§ 2. Afin de justifier de ses capacités techniques, le demandeur fournit à l'appui de sa demande, outre les informations et documents mentionnés au § 1<sup>er</sup> :

1° les titres, diplômes et références professionnelles des cadres de l'entreprise chargés de la conduite et du suivi des travaux d'exploration ou d'exploitation;

2° la liste des travaux d'exploration ou d'exploitation de pétrole, de gaz combustibles ou de mines auxquels l'entreprise a participé au cours des trois dernières années, accompagnée d'un descriptif sommaire des travaux les plus importants;

3° un descriptif des moyens humains et techniques envisagés pour l'exécution des travaux.

Le demandeur peut être invité à apporter des précisions complémentaires sur les éléments d'information et les pièces mentionnés au présent paragraphe.

§ 3. Afin de justifier de ses capacités financières, le demandeur fournit à l'appui de sa demande, outre les informations et documents mentionnés aux §§ 1<sup>er</sup> et 2 :

1° les trois derniers bilans et comptes de l'entreprise;

2° les engagements hors bilan de l'entreprise, les garanties et les cautions consenties par elle, une présentation des litiges en cours et des risques financiers pouvant en résulter pour l'entreprise;

3° les garanties et cautions dont bénéficie l'entreprise.

Si le demandeur n'est pas en mesure de fournir les documents visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, il peut être autorisé à prouver ses capacités financières par tout autre document approprié.

Le demandeur peut être invité à apporter des précisions complémentaires sur les éléments d'information et les pièces mentionnés au présent paragraphe.

**Art. 7.** La demande est transcrite, à la date de son dépôt, dans un registre tenu à cet effet par l'administration. Des extraits certifiés conformes de cette transcription sont délivrés au demandeur qui en manifeste le souhait.

Ce registre peut être consulté par tout intéressé.

**Art. 8.** Dans les cent vingt jours qui suivent la publication au *Journal officiel de l'Union européenne* des avis prescrits à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, une enquête publique est mise en œuvre conformément aux dispositions du titre III de la partie III du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement. A cette fin, une copie du ou des dossiers de demande est transmise aux communes désignées par le directeur général de l'administration en application de l'article D.29-4, alinéa 2, du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement.

En cas d'application de l'article 5, § 2, l'enquête publique est mise en œuvre dans les trente jours de l'écoulement du délai de nonante jours visé dans cette disposition.

Dans un délai de dix jours à dater de la clôture de l'enquête, la commune communique la copie des observations et réclamations ainsi que du procès-verbal de clôture au directeur général de l'administration.

**Art. 9.** Dans les deux cent dix jours qui suivent la publication au *Journal officiel de l'Union européenne* des avis prescrits à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, l'administration fait rapport au Gouvernement.

En cas d'application de l'article 5, § 2, l'administration fait rapport au Gouvernement dans les cent vingt jours de l'écoulement du délai de nonante jours visé dans cette disposition.

Ce rapport est établi sur avis du Service géologique.

Il fait état des résultats de l'enquête publique et mentionne tous les éléments permettant d'apprécier les facultés financières et techniques du ou des demandeurs ainsi que la manière dont ils comptent procéder à la prospection, à l'exploration ou à l'exploitation de l'aire géographique qui fait l'objet de la demande. Il prend également en compte tout manque d'efficacité et de responsabilité dont les demandeurs ont fait preuve dans le cadre d'activités réalisées au titre d'autorisations précédentes.

Une évaluation des demandes, basée notamment sur les critères objectifs et non discriminatoires visés à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, 4<sup>o</sup>, est proposée par l'administration.

Le rapport accompagné du dossier est transmis au Gouvernement

**Art. 10.** Dans les trente jours de la réception du rapport visé à l'article 9, le Gouvernement consulte le Ministre qui a la Défense nationale dans ses attributions.

**Art. 11.** Le Gouvernement statue dans un délai de trois cent jours à compter de la publication au *Journal officiel de l'Union européenne* des avis prescrits à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

En cas d'application de l'article 5, § 2, le Gouvernement statue dans les deux cent vingt jours de l'écoulement du délai de nonante jours visé dans cette disposition.

Ce délai peut être prorogé, une ou plusieurs fois, d'un délai de soixante jours, par arrêté motivé du Gouvernement.

L'arrêté du Gouvernement octroyant le permis est publié au *Moniteur belge* et transcrit dans le registre visé à l'article 7.

Le Gouvernement informe également, par lettre recommandée, tout demandeur dont la demande n'a pas été retenue. Il indique les motifs de sa décision.

#### CHAPITRE V. — Modification du cahier des charges

**Art. 12.** Le Ministre peut compléter ou modifier le cahier des charges annexé à l'arrêté visé à l'article 11 de sa propre initiative ou à la demande de l'exploitant.

La demande de complément ou de modification est introduite par lettre recommandée auprès du Ministre. Le Ministre statue dans les soixante jours de la réception de celle-ci.

Avant de prendre une décision sur base de l'alinéa 1<sup>er</sup>, et sauf urgence spécialement motivée, le Ministre donne à l'exploitant la possibilité de faire valoir dans des délais raisonnables ses observations, oralement ou par écrit.

La décision visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est publiée au *Moniteur belge* et transcrit dans le registre visé à l'article 7.

#### CHAPITRE VI. — Prorogation des permis

**Art. 13.** Le Gouvernement peut prolonger la durée du permis lorsque le délai prévu est insuffisant pour mener à bien les activités autorisées et à la condition que celles-ci se soient déroulées conformément aux termes du permis.

Cette prolongation est accordée à la demande du détenteur du permis, après avis motivé de l'administration.

La demande de prolongation est transcrite dans le registre visé à l'article 7.

L'arrêté du Gouvernement prorogeant le permis est publié au *Moniteur belge* et transcrit dans le registre visé à l'article 7.

#### CHAPITRE VII. — Vente, cession, partage, location et amodiation des permis

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. Les demandes de vente, de cession totale ou partielle, de partage, de location et d'amodiation des droits conférés par les permis, ainsi que les demandes d'approbation de la dévolution de ces droits, sont soumises aux mêmes prescriptions que les demandes de permis, sous réserve des points suivants :

1° la demande doit en outre contenir une copie de la convention "ne varietur" entre les parties, laquelle doit avoir été passée sous la condition suspensive de l'autorisation du transfert;

2° les formalités de publication sont réduites à une insertion de la demande au *Moniteur belge*;

3° une enquête publique ne doit pas être organisée;

4° le rapport de l'administration est envoyé au Gouvernement dans les soixante jours qui suivent la publication visée au point 2°.

§ 2. Le Gouvernement statue dans un délai de cent jours à compter de la publication visée au § 1<sup>er</sup>, 2°.

#### CHAPITRE VIII. — Retrait des permis

**Art. 15.** En cas de retrait de permis, le Gouvernement fait publier l'arrêté de retrait au *Moniteur belge*.

La décision est transcrite dans le registre visé à l'article 7.

#### CHAPITRE IX. — Dispositions modificative, abrogatoires et finale

**Art. 16.** Dans l'annexe I<sup>re</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, il est insérée une rubrique 11.10.02 libellée comme suit :

Numéro — Installation ou activité	Classe	EIE	Organismes à consulter	Facteurs de division		
				ZH	ZHR	ZI
11.10.02 Installations pour l'extraction de pétrole, de gaz naturel ou de schiste bitumineux de leur site naturel d'origine, lorsque les quantités extraites quotidiennement sont égales ou inférieures à 500 T de pétrole ou de schiste bitumineux ou 500 000 m <sup>3</sup> de gaz.	2					

**Art. 17.** L'arrêté royal du 7 avril 1953 déterminant la forme et les modalités de l'instruction des demandes de permis exclusif de recherche ou d'exploitation du pétrole et des gaz combustibles est abrogé.

**Art. 18.** L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 29 septembre 1982 réservant à la Région wallonne, sur l'ensemble de son territoire, la recherche et l'exploitation du pétrole et des gaz combustibles est abrogé.

**Art. 19.** Le Ministre qui a les Mines dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 mars 2009.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 1561

[2009/201803]

**19. MÄRZ 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Bestimmung der Form und der Modalitäten für die Untersuchung der Anträge auf exklusive Schürf- und Betriebsgenehmigung zur Gewinnung von Erdöl und Kraftgasen und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuftten Anlagen und Tätigkeiten**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Königlichen Erlasses Nr. 83 vom 28. November 1939 über das Schürfen und Gewinnen von Asphaltgesteinen, Erdöl und Kraftgasen;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 7. April 1953 zur Festlegung der Form und der Modalitäten für die Untersuchung der Anträge auf exklusive Schürf- und Betriebsgenehmigung zur Gewinnung von Erdöl und Kraftgasen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 29. September 1982, der der Wallonischen Region das Schürfen und Gewinnen von Erdöl und Kraftgasen auf ihrem ganzen Gebiet vorbehält;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte;

Aufgrund des am 16. Februar 2009 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 45.783/4 des Staatsrats;

In der Erwägung, dass heutzutage nur die "Anlagen für die Gewinnung von Erdöl, Erdgas oder Ölschiefer aus ihrem natürlichen Ursprungsgelände" einer Umweltgenehmigung unterliegen, "wenn die täglich geförderten Mengen 500 T Erdöl oder Ölschiefer oder 500 000 m<sup>3</sup> Erdgas überschreiten", gemäß der Rubrik 11.10.01 des oben erwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002; dass sich daraus ergibt, dass die Gewinnung von mehr als 500 T Erdöl oder Ölschiefer pro Tag oder von mehr als 500 000 m<sup>3</sup> Gas pro Tag eine auf der Grundlage des oben erwähnten Königlichen Erlasses Nr. 83 gewährte exklusive Genehmigung und eine Umweltgenehmigung notwendig macht, wobei die Gewinnung von höchstens 500 T Erdöl oder Ölschiefer oder von höchstens 500 000 m<sup>3</sup> Gas nur eine exklusive Genehmigung notwendig macht; dass dieser Unterschied auf keinem relevanten Grund beruht; dass es daher im Sinne des Umweltschutzes Anlass gibt, alle für die Gewinnung von Erdöl, Ölschiefer oder Kraftgasen notwendigen Anlagen, die der Umwelt schaden können, einer Umweltgenehmigung zu unterziehen.

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;  
Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmungen*

**Artikel 1** - Der vorliegende Erlass dient der teilweisen Umsetzung der Richtlinie 94/22/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 30. Mai 1994 über die Erteilung und Nutzung von Genehmigungen zur Prospektion, Exploration und Gewinnung von Kohlenwasserstoffen.

**Art. 2** - Im Sinne des vorliegenden Artikels gelten folgenden Definitionen:

1° Genehmigung: die exklusive Schürf- und Betriebsgenehmigung zur Gewinnung von Erdöl und Kraftgasen;

2° die Regierung: die Wallonische Regierung;

3° das Unternehmen: jede natürliche oder juristische Person oder Vereinigung solcher Personen, die eine Genehmigung beantragt oder beantragen kann;

4° der Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Gruben gehören;

5° die Verwaltung: die "Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement" (operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt) des öffentlichen Dienstes der Wallonie.

KAPITEL II — *Kriterien, um zwischen Anträgen, die gleichwertige Vorteile aufweisen, den Ausschlag zu geben*

**Art. 3** - Wenn mehrere Anträge gleichwertige Vorteile in Bezug auf die in Artikel 2, Absatz 6 des Königlichen Erlasses Nr. 83 vom 28. November 1939 über das Schürfen und Gewinnen von Asphaltgesteinen, Erdöl und Kraftgasen erwähnten technischen und finanziellen Fähigkeiten sowie in Bezug auf das in Artikel 6, § 3 desselben Erlasses erwähnte Schürf- und Bewirtschaftungsprogramm aufweisen, betreffen die zusätzlichen, von der Regierung angeforderten Informationen folgende Kriterien, die es möglich machen, eine endgültige Wahl zwischen den Anträgen zu treffen:

1° die Qualität der vorbereitenden Untersuchungen, die zur Bestimmung des Arbeitsprogramms durchgeführt wurden;

2° die Effizienz und die Kompetenz, die die Antragsteller bei etwaigen anderen Genehmigungen gezeigt haben, insbesondere was den Umweltschutz betrifft;

3° die etwaige Nähe eines bereits von den Antragstellern untersuchten oder betriebenen Gebiets;

4° die positiven Auswirkungen, die für die Entwicklung der Region und der technologischen Aktivitäten auf ihrem Gebiet berücksichtigt werden.

KAPITEL III — *Modalitäten für die Einreichung der Genehmigungsanträge*

**Art. 4** - Der Minister übergibt jedem Unternehmen, das es haben möchte, ein Musterlastenheft, das die Bedingungen und minimalen Anforderungen in Bezug auf die Durchführung und die Einstellung der geplanten Tätigkeiten enthält.

**Art. 5** - § 1. Die Genehmigungen werden von der Regierung nach einem Verfahren gewährt, während dessen alle interessierten Antragsteller einen Antrag einreichen können.

Das Verfahren wird folgendermaßen eingeleitet:

1° entweder auf Initiative der Regierung mittels einer Bekanntmachung, die zum Einreichen der Anträge auffordert und im *Amtsblatt der Europäischen Union* mindestens neunzig Tage vor dem äußersten Datum zum Einreichen der Anträge veröffentlicht wird;

2° oder mittels einer Bekanntmachung, die zum Einreichen der Anträge auffordert und im *Amtsblatt der Europäischen Union* nach dem Einreichen eines Antrags veröffentlicht wird. Die anderen Unternehmen verfügen über eine Frist von mindestens neunzig Tagen nach dem Datum dieser Veröffentlichung, um einen Antrag einzureichen. Die Veröffentlichung wird von der Regierung angefordert.

In den Bekanntmachungen wird das Folgende angegeben:

- 1° die Art der Genehmigung;
- 2° die geographische(n) Fläche(n), die völlig oder teilweise Gegenstand eines Antrags ist/sind oder sein kann bzw. können;
- 3° der Gegenstand des Antrags;
- 4° die objektiven und nicht diskriminierenden Kriterien, auf deren Grundlage die Regierung ihren Beschluss fassen wird, d.h.:
  - a) die technischen und finanziellen Fähigkeiten der Antragsteller;
  - b) die Art und Weise, wie sie die Prospektion, die Exploration oder die Betreibung der betroffenen geographischen Flächen vorzunehmen beabsichtigen;
  - c) die in Artikel 3 des vorliegenden Erlasses erwähnten Kriterien.

Ein Musterlastenheft, das die Bedingungen und minimalen Anforderungen in Bezug auf die Durchführung und die Einstellung der betroffenen Tätigkeiten enthält, wird der Bekanntmachung beigelegt.

§ 2. Die Regierung kann beschließen, das in § 1, Absatz 2 beschriebene Verfahren nicht anzuwenden, wenn geologische oder betriebsbedingte Überlegungen es begründen, dass eine Genehmigung für eine bestimmte Fläche dem Inhaber einer Genehmigung für eine angrenzende Fläche gewährt wird, wenn er dies beantragt. Die Inhaber von Genehmigungen für jede andere angrenzende Fläche werden dann von der Regierung informiert, damit sie ebenfalls innerhalb von neunzig Tagen ab dem Eingang dieser Information einen Antrag einreichen können.

#### KAPITEL IV — *Bearbeitung der Anträge*

**Art. 6 - § 1.** Der Antrag auf Genehmigung wird beim Minister per Einschreiben eingereicht.

In dem Antrag werden der Name, die Vornamen, die Eigenschaft und der Wohnort des Antragstellers angegeben. Falls der Antrag von einer Gesellschaft eingereicht wird, werden ihm eine Ausfertigung der Satzungen sowie Dokumente, die die Befugnisse der Unterzeichner des Antrags beweisen, beigelegt.

Der ausländische Antragsteller muss einen festen Wohnsitz im Königreich wählen.

Ein regelmäßiger Plan der Fläche, auf dem die Grenzen des Umkreises stehen, in dem der Antragsteller Erdöl oder Kraftgase suchen und bewirtschaften möchte, wird in fünffacher Ausfertigung dem Antrag beigelegt. Dieser Plan im Maßstab 1/10 000 zeigt die Grenzen der Nachbargebiete, für welche eine Schürf- und Betriebsgenehmigung bereits gewährt worden ist, sowie die bestehenden Bergbaukonzessionen, die völlig bzw. teilweise im durch den Antrag betroffenen Gebiet bestehen.

Der Umriss des auf dem Sektorenplan stehenden Gebiets wird von Punkt zu Punkt genau beschrieben.

§ 2. Um seine technischen Fähigkeiten zu beweisen, übermittelt der Antragsteller zur Unterstützung seines Antrags neben den in § 1 erwähnten Informationen und Dokumenten:

- 1° die Titel, Diplome und beruflichen Referenzen der leitenden Angestellten des Betriebs, die mit der Ausführung und der Überwachung der Schürf- bzw. Bewirtschaftungsarbeiten beauftragt sind;
- 2° die Liste der Schürf- bzw. Bewirtschaftungsarbeiten zur Gewinnung von Erdöl oder Kraftgasen oder der Bergbauarbeiten, an denen das Unternehmen im Laufe der letzten drei Jahre teilgenommen hat; eine kurze Beschreibung der umfangreichsten Arbeiten wird der Liste beigelegt;
- 3° eine Beschreibung der menschlichen und technischen Mittel, die für die Ausführung der Arbeiten geplant sind.

Der Antragsteller kann aufgefordert werden, weitere Angaben über die im vorliegenden § erwähnten Informationselemente und Belege zu übermitteln.

§ 3. Um seine finanziellen Fähigkeiten zu beweisen, übermittelt der Antragsteller zur Unterstützung seines Antrags neben den in § 1 und 2 erwähnten Informationen und Dokumenten:

- 1° die letzten drei Bilanzen und Rechnungen des Unternehmens;
- 2° die nicht in der Bilanz befindlichen Verpflichtungen des Unternehmens, die von ihm eingegangenen Bürgschaften und Kautionen, eine Präsentation der laufenden Streitfälle und der finanziellen Risiken, die deren Folge für das Unternehmen darstellen können;
- 3° die Bürgschaften und Kautionen, die dem Unternehmen gewährt worden sind.

Wenn der Antragsteller nicht in der Lage ist, die in Absatz 1 erwähnten Dokumente vorzulegen, kann man ihm erlauben, seine finanziellen Fähigkeiten durch jedes andere angemessene Dokument zu beweisen.

Der Antragsteller kann aufgefordert werden, weitere Angaben über die im vorliegenden Paragraph erwähnten Informationselemente und Belege zu übermitteln.

**Art. 7 -** Der Antrag wird am Tag seiner Einreichung in ein zu diesem Zweck durch die Verwaltung geführtes Register eingetragen. Als dem Original gleichlautend genehmigte Auszüge dieser Eintragung werden dem Antragsteller, der dies wünscht, ausgestellt.

Dieses Register kann von jeder interessierten Person eingesehen werden.

**Art. 8 -** Innerhalb von einhundertzwanzig Tagen nach der Veröffentlichung der in Artikel 5, § 1, Absatz 2 vorgeschriebenen Bekanntmachungen im *Amtsblatt der Europäischen Union* wird eine öffentliche Untersuchung gemäß den Bestimmungen von Titel III von Teil III von Buch I des Umweltgesetzbuches vorgenommen. Zu diesem Zweck wird eine Kopie der Antragsakte(n) den vom Generaldirektor der Verwaltung in Anwendung von Artikel D.29-4, Absatz 2 von Buch I des Umweltgesetzbuches bezeichneten Gemeinden übermittelt.

Bei Anwendung von Artikel 5, § 2, wird die öffentliche Untersuchung innerhalb von dreißig Tagen ab dem Ablauf in dieser Bestimmung erwähnten Frist von neunzig Tagen vorgenommen.

Innerhalb einer Frist von zehn Tagen nach Ablauf der öffentlichen Untersuchung übermittelt die Gemeinde dem Generaldirektor der Verwaltung die Kopie der Bemerkungen und Beschwerden sowie des Abschlussprotokolls.

**Art. 9 -** Innerhalb von zweihundertzehn Tagen nach der Veröffentlichung der in Artikel 5, § 1, Absatz 2 vorgeschriebenen Bekanntmachungen im *Amtsblatt der Europäischen Union* erstattet die Verwaltung Bericht bei der Regierung.

Bei Anwendung von Artikel 5, § 2, erstattet die Verwaltung Bericht bei der Regierung innerhalb von einhundertzwanzig Tagen ab dem Ablauf der in dieser Bestimmung erwähnten Frist von neunzig Tagen.

Dieser Bericht wird auf Gutachten der Dienststelle für Geologie erstellt.

In dem Bericht werden die Ergebnisse der öffentlichen Untersuchung und alle Elemente erwähnt, die es möglich machen, die finanziellen und technischen Fähigkeiten des bzw. der Antragsteller(s) sowie die Art und Weise, wie sie die Prospektion, die Exploration oder die Bewirtschaftung der geographischen Fläche, die Gegenstand des Antrags ist, vorzunehmen beabsichtigen, zu bewerten. Im Bericht wird ebenfalls jeder Mangel an Effizienz und Verantwortung berücksichtigt, den die Antragsteller im Rahmen von auf der Grundlage von früheren Genehmigungen getätigten Aktivitäten gezeigt haben.

Eine Bewertung der Anträge, die u.a. auf den in Artikel 5, § 1, Absatz 3, 4<sup>o</sup> erwähnten objektiven und nicht diskriminierenden Kriterien beruht, wird durch die Verwaltung vorgeschlagen.

Der Bericht wird zusammen mit der Akte der Regierung übermittelt.

**Art. 10** - Innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang des in Artikel 9 erwähnten Berichtes berät sich die Regierung mit dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landesverteidigung gehört.

**Art. 11** - Innerhalb von dreihundert Tagen nach der Veröffentlichung der in Artikel 5, § 1, Absatz 2 vorgeschriebenen Bekanntmachungen im *Amtsblatt der Europäischen Union* fasst die Regierung ihren Beschluss..

Bei Anwendung von Artikel 5, § 2 fasst die Regierung ihren Beschluss innerhalb von zweihundertzwanzig Tagen ab dem Ablauf der in dieser Bestimmung erwähnten Frist von neunzig Tagen.

Diese Frist kann ein oder mehrere Male durch einen Erlass der Regierung um sechzig Tage verlängert werden.

Der die Genehmigung gewährende Erlass der Regierung wird im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht und in das in Artikel 7 erwähnte Register eingetragen.

Die Regierung informiert ebenfalls per Einschreiben jeden Antragsteller, dessen Antrag nicht in Betracht gezogen worden ist. Sie teilt ihm die Gründe für ihren Beschluss mit.

#### KAPITEL V — Änderung des Lastenheftes

**Art. 12** - Der Minister kann das dem in Artikel 11 erwähnten Erlass beigefügte Lastenheft auf eigene Initiative oder auf Antrag des Betreibers ergänzen bzw. ändern.

Der Antrag auf Ergänzung oder Änderung wird beim Minister per Einschreiben eingereicht. Der Minister fasst seinen Beschluss innerhalb von sechsig Tagen nach dessen Eingang.

Bevor er einen Beschluss auf der Grundlage von Absatz 1 fasst und vorbehaltlich der besonders begründeten Dringlichkeit, gibt der Minister dem Betreiber die Möglichkeit, seine Bemerkungen innerhalb einer vernünftigen Frist mündlich oder schriftlich gelten zu lassen.

Der in Absatz 1 erwähnte Erlass wird im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht und in das in Artikel 7 erwähnte Register eingetragen.

#### KAPITEL VI — Verlängerung der Genehmigungen

**Art.13** - Die Regierung kann die Dauer der Genehmigung verlängern, wenn die vorgesehene Dauer nicht genügt, um die genehmigten Tätigkeiten vollständig durchzuführen und unter der Bedingung, dass Letztere gemäß den Vorschriften der Genehmigung stattgefunden haben.

Diese Verlängerung wird auf Antrag des Inhabers der Genehmigung nach einem begründeten Gutachten der Verwaltung gewährt.

Der Antrag auf Verlängerung wird in das in Artikel 7 erwähnte Register eingetragen.

Der die Genehmigung verlängernde Erlass der Regierung wird im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht und in das in Artikel 7 erwähnte Register eingetragen.

#### KAPITEL VII — Verkauf, Veräußerung, Teilung und Verpachtung der Genehmigungen

**Art. 14** - § 1. Die Anträge auf Verkauf, ganze oder teilweise Veräußerung, Teilung und Verpachtung der durch die Genehmigungen gewährten Rechte sowie die Anträge auf Genehmigung der Übertragung dieser Rechte werden denselben Vorschriften wie die Anträge auf Genehmigung unterzogen, dies vorbehaltlich der folgenden Punkte:

1<sup>o</sup> der Antrag muss außerdem eine Kopie der "ne varietur"-Vereinbarung zwischen den Parteien enthalten, die unter der aufhebenden Bedingung der Genehmigung der Übertragung abgeschlossen worden sein muss.

2<sup>o</sup> die Formalitäten in Sachen Bekanntmachung sind auf eine Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* beschränkt;

3<sup>o</sup> es muss keine öffentliche Untersuchung organisiert werden;

4<sup>o</sup> der Bericht der Verwaltung wird der Regierung innerhalb von sechzig Tagen nach der in Punkt 2<sup>o</sup> erwähnten Veröffentlichung übermittelt.

§ 2. Die Regierung fasst ihren Beschluss innerhalb von einhundert Tagen nach der in § 1, 2<sup>o</sup>, erwähnten Veröffentlichung.

#### KAPITEL VIII — Entzug der Genehmigungen

**Art. 15** - Bei Entzug der Genehmigung lässt die Regierung den entsprechenden Erlass im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlichen.

Der Beschluss wird in das in Artikel 7 erwähnte Register eingetragen.

#### KAPITEL IX — Änderungs-, Aufhebungs- und Schlussbestimmungen

**Art. 16** - In Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten wird eine Rubrik 11.10.02 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

Nummer — Anlage oder Tätigkeit	Klasse	UVP	Zu Rate zu ziehende einrichtungen	Teilungsfaktoren		
				zh	zhr	zi
11.10.02 Anlagen für die Gewinnung von Erdöl, Erdgas oder Ölschiefer aus ihrem natürlichen Ursprungsgelände, wenn die täglich geförderten Mengen höchstens 500 T Erdöl oder Ölschiefer oder höchstens 500 000 m <sup>3</sup> Erdgas betragen.	2					

**Art. 17** - Der Königliche Erlass vom 7. April 1953 zur Festlegung der Form und der Modalitäten für die Untersuchung der Anträge auf exklusive Schürf- und Betriebsgenehmigung zur Gewinnung von Erdöl und Kraftgasen wird aufgehoben.

**Art. 18** - Der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 29. September 1982, der der Wallonischen Region das Schürfen und Gewinnen von Erdöl und Kraftgasen auf ihrem ganzen Gebiet vorbehält, wird aufgehoben.

**Art. 19** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Gruben gehören, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 19. März 2009

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 1561

[2009/201803]

**19 MAART 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de vorm en de modaliteiten van het onderzoek van de aanvragen tot exclusieve vergunning voor de opsporing of de ontginning van aardolie en brandbare gassen en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten**

De Waalse Regering,

Gelet op het koninklijk besluit nr. 83 van 28 november 1939 betreffende het opsporen en het ontginnen van bitumineuze gesteenten, van petroleum en van brandbare gassen, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 april 1953 houdende regeling van de vorm en van de wijze van onderzoek der aanvragen tot het bekomen van een uitsluitende vergunning tot het opsporen of ontginnen van petroleum en brandbare gassen;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 29 september 2002 waarbij het opsporen en het ontginnen van petroleum en brandbare gassen op het gehele grondgebied van het Waalse Gewest aan het Gewest voorbehouden worden;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten;

Gelet op het advies nr. 45.783/4 van de Raad van State, uitgebracht op 16 februari 2009, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat totnogtoe alleen de "installaties voor de ontginning van aardolie, aardgas of bitumineus zand op de oorspronkelijke natuurlijke site aan een milieuvergunning onderworpen worden wanneer de dagelijks ontgonnen hoeveelheden 500 T aardolie of bitumineus zand of 500 000 m<sup>3</sup> gas overschrijden", overeenkomstig rubriek 11.10.01 van bovenbedoeld besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002; dat de ontginning van meer dan 500 T aardolie of bitumineus zand of dan 500 000 m<sup>3</sup> gas per dag bijgevolg onderworpen is aan een exclusieve vergunning, die verleend wordt op basis van bovenbedoeld koninklijk besluit nr. 83, en aan een milieuvergunning, terwijl geen exclusieve vergunning geëist wordt voor de ontginning van minder dan 500 T aardolie of bitumineus zand of dan 500 000 m<sup>3</sup> gas; dat dat verschil op geen relevant motief berust; dat alle installaties die nodig zijn voor de ontginning van aardolie, bitumineus zand of brandbare gassen en die milieuhinder zouden kunnen veroorzaken om milieubeschermingsredenen dan ook aan een milieuvergunning onderworpen moeten worden;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

**Artikel 1.** Bij dit besluit wordt Richtlijn 94/22/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 30 mei 1994 betreffende de voorwaarden voor het verlenen en het gebruik maken van de vergunningen voor de prospectie, de exploratie en de productie van koolwaterstoffen gedeeltelijk omgezet.

**Art. 2.** In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1<sup>o</sup> vergunning : de exclusieve vergunning voor de opsporing en de ontginning van aardolie en brandbare gassen;

2<sup>o</sup> de Regering : de Waalse Regering;

3<sup>o</sup> de entiteit : elke natuurlijke of rechtspersoon of elke groep van dergelijke personen, die een vergunning aanvraagt of zou kunnen aanvragen;

4<sup>o</sup> de Minister : de Minister die voor de Mijnen bevoegd is;

5<sup>o</sup> de administratie : het Operationele directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst.

#### HOOFDSTUK II. — Criteria op grond waarvan beslist wordt tussen de aanvragen met gelijkwaardige bekwaamheden

**Art. 3.** Wanneer verschillende aanvragen gelijkwaardige bekwaamheden inhouden i.v.m. de technische en financiële capaciteiten bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 83 van 28 november 1939 betreffende het opsporen en het ontginnen van bitumineuze gesteenten, van petroleum en van brandbare gassen, alsook wat betreft het opsporings- en ontginningsprogramma bedoeld in artikel 6, § 3, van datzelfde besluit, verzoekt de Regering om aanvullende gegevens die betrekking hebben op criteria op grond waarvan een definitieve keuze tussen de aanvragen gemaakt kan worden, met name :

1<sup>o</sup> de kwaliteit van de voorafgaande studies die uitgevoerd werden om het programma van de werkzaamheden vast te leggen;

2<sup>o</sup> de efficiëntie en de vaardigheid waarvan de aanvragers het bewijs geleverd hebben bij het aanvragen van eventuele andere vergunningen, meer bepaald wat de milieubescherming betreft;

3° de eventuele nabijheid van een zone die al doorzocht of ontgonnen werd door de aanvragers;

4° de positieve gevolgen overwogen voor de ontwikkeling van het Gewest en de technologische activiteiten op het grondgebied ervan.

#### HOOFDSTUK III. — *Modaliteiten voor de indiening van de vergunningsaanvragen*

**Art. 4.** De Minister bezorgt elke entiteit die erom verzoekt een type-bestek met de minimale voorwaarden en vereisten inzake de uitoefening en de stopzetting van de geplande activiteiten.

**Art. 5. § 1.** De vergunningen worden door de Regering verleend na afloop van een procedure in de loop waarvan alle belangstellende aanvragers een aanvraag kunnen overleggen.

De procedure wordt opgestart :

1° hetzij op initiatief van de Regering, via een bericht waarbij verzocht wordt om de overlegging van de aanvragen en dat minstens negentig dagen voor de uiterste datum van de indiening van de aanvragen in het *Publicatieblad van de Europese Unie* bekendgemaakt wordt;

2° hetzij via een bericht waarbij verzocht wordt om de overlegging van de aanvragen en dat ingevolge de indiening van een verzoek door een aanvrager bekendgemaakt wordt in het Publicatieblad van de Europese Unie. De overige entiteiten beschikken over een termijn van minstens negentig dagen na de datum van die bekendmaking om een aanvraag in te dienen. De bekendmaking wordt door de Regering gevraagd.

De berichten vermelden :

1° het soort vergunning;

2° de geografische zone(s) die geheel of gedeeltelijk het voorwerp van een aanvraag is (zijn) of kan (kunnen) zijn;

3° het voorwerp van de aanvraag;

4° de objectieve en niet-discriminerende criteria op basis waarvan de Regering zal beslissen, met name :

a) de technische en financiële capaciteiten van de aanvragers;

b) de wijze waarop ze tot de prospectie, exploratie of ontginning van bedoelde geografische zone overwogen over te gaan;

c) de criteria bedoeld in artikel 3 van dit besluit.

Het bericht gaat vergezeld van een type-bestek met de minimale voorwaarden en vereisten inzake de uitoefening en de stopzetting van de geplande activiteiten.

§ 2. De Regering kan beslissen de in paragraaf 1, tweede lid, bedoelde procedure niet toe te passen wanneer geologische of exploitatieoverwegingen rechtvaardigen dat een vergunning voor een welbepaalde zone verleend wordt aan de houder van de vergunning voor een aangrenzende zone die erom verzoekt. De houders van een vergunning voor elke andere aangrenzende zone worden dan door de Regering ingelicht opdat ze binnen negentig dagen na ontvangst van die informatie eveneens een aanvraag zouden kunnen indienen.

#### HOOFDSTUK IV. — *Onderzoek van de aanvragen*

**Art. 6. § 1.** De vergunningsaanvraag wordt bij aangetekend schrijven aan de Minister gericht.

De aanvraag vermeldt de naam, voornamen, hoedanigheid en woonplaats van de aanvrager. Indien de aanvraag door een maatschappij ingediend wordt, gaat ze vergezeld van een exemplaar van de statuten, alsook van de stukken waarmee de bevoegheden van de ondertekenaars van de aanvraag bevestigd worden.

De aanvrager met een buitenlandse nationaliteit is verplicht zich in het Rijk te vestigen.

De aanvraag gaat vergezeld van vijf exemplaren van een regelmatig plan van de oppervlakte dat de grenzen van de perimter opgeeft waarbinnen de aanvrager van plan is aardgas of brandbare gassen op te opsporen of te ontginnen. Dat plan, opgemaakt op schaal 1/10 000, vermeldt de grenzen van de naburige zones waarvoor al een opsporings- of ontginningsvergunning is afgegeven, alsook de mijnconcessies die geheel of gedeeltelijk gelegen zijn binnen het grondgebied waarop de aanvraag betrekking heeft.

De omtrek van de zone die op het gewestplan opgenomen is, wordt punt na punt nauwkeurig omschreven.

§ 2. Om zijn technische capaciteiten te bewijzen, laat de aanvrager zijn aanvraag vergezeld gaan van de gegevens en stukken bedoeld in § 1, met name :

1° de titels, diploma's en beroepsreferenties van de kaderleden van de onderneming die de opsporings- of ontginningswerken moeten leiden en opsporen;

2° de lijst van de werken inzake de opsporing of ontginning van aardolie, brandbare gassen of mijnen waaraan de onderneming in de loop van de laatste drie jaren heeft deel genomen, met een beknopte omschrijving van de voornaamste werken;

3° een overzicht van de menselijke en technische middelen die voor de uitvoering van de werken overwogen worden.

De aanvrager kan erom verzocht worden bijkomende gegevens te verstrekken i.v.m. de informatie en stukken bedoeld in deze paragraaf.

§ 3. Om zijn financiële capaciteiten te bewijzen, laat de aanvrager zijn aanvraag vergezeld gaan van de gegevens en stukken bedoeld in de §§ 1 en 2, met name :

1° de laatste drie balansen en rekeningen van de onderneming;

2° de vastleggingen (buiten balans) van de onderneming, de garanties en de borgtochten die door haar toegestaan werden, een overzicht van de lopende geschillen en van de financiële risico's die hieruit kunnen voortvloeien voor de onderneming;

3° de garanties en borgtochten die de onderneming geniet.

Indien de aanvrager niet in staat is om de in het eerste lid bedoelde stukken te verstrekken, mag hij zijn financieel vermogen aan de hand van elk ander geschikt document aantonen.

De aanvrager kan erom verzocht worden bijkomende gegevens te verstrekken i.v.m. de informatie en stukken bedoeld in deze paragraaf.

**Art. 7.** De aanvraag wordt op de datum van indiening ervan overgeschreven in een daartoe door de administratie gehouden register. Van die overschrijving worden voor eensluidend verklaarde uittreksels afgegeven aan de aanvrager die daarom verzoekt.

Dat register kan door elke belangstellende ingekeken worden.



**Art. 8.** Binnen honderdtwintig dagen na de bekendmaking in het *Publicatieblad van de Europese Unie* van de berichten bedoeld in artikel 5, § 1, tweede lid, wordt een openbaar onderzoek gehouden overeenkomstig de bepalingen van titel III, deel III, van Boek I van het Milieuwetboek. Daartoe wordt een afschrift van het (de) aanvraagdossier(s) overgemaakt aan de gemeenten die door de directeur-generaal van de administratie worden aangewezen overeenkomstig artikel D.29-4, tweede lid, van Boek I van het Milieuwetboek.

In geval van toepassing van artikel 5, § 2, wordt het openbaar onderzoek gehouden binnen dertig dagen na afloop van de termijn van negentig dagen bedoeld in die bepaling.

Binnen een termijn van tien dagen, met ingang van de datum waarop het openbaar onderzoek wordt afgesloten, maakt de gemeente het afschrift van de opmerkingen en klachten, alsook van het proces-verbaal van afsluiting, aan de directeur-generaal van de administratie over.

**Art. 9.** De administratie legt een rapport aan de Regering over binnen tweehonderdtien dagen na de bekendmaking in het *Publicatieblad van de Europese Unie* van de berichten bedoeld in artikel 5, § 1, tweede lid.

In geval van toepassing van artikel 5, § 2, legt de administratie een rapport aan de Regering over binnen honderdtwintig dagen na afloop van de termijn van negentig dagen bedoeld in die bepaling.

Dat rapport wordt na advies van de Geologische dienst opgemaakt.

Het bevat de resultaten van het openbaar onderzoek en vermeldt alle gegevens op grond waarvan de financiële en technische capaciteiten van de aanvrager(s) beoordeeld kunnen worden, alsook de wijze waarop ze overwegen over te gaan tot de prospectie, exploratie of ontginning van de geografische zone die het voorwerp van de aanvraag uitmaakt. Het maakt ook gewag van elk gebrek aan efficiëntie en verantwoordelijkheid waarvan de aanvragers blijk gegeven hebben in het raam van activiteiten uitgeoefend met vroegere vergunningen.

De administratie stelt voor om de aanvragen te evalueren o.a. op grond van de objectieve en niet-discriminerende criteria bedoeld in artikel 5, § 1, derde lid, 4°.

Het rapport wordt samen met het dossier aan de Regering overgemaakt.

**Art. 10.** Binnen dertig dagen na ontvangst van het rapport bedoeld in artikel 9 vraagt de Regering de Minister van Landsverdediging om advies.

**Art. 11.** De Regering doet uitspraak binnen driehonderd dagen na de bekendmaking in het *Publicatieblad van de Europese Unie* van de berichten bedoeld in artikel 5, § 1, tweede lid.

In geval van toepassing van artikel 5, § 2, doet de Regering uitspraak binnen tweehonderdtwintig dagen na afloop van de termijn van negentig dagen bedoeld in die bepaling.

Die termijn kan bij gemotiveerd besluit van de Regering eenmaal of meermaals verlengd worden met een termijn van zestig dagen.

Het besluit van de Waalse Regering tot toekenning van de vergunning wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en overgeschreven in het register bedoeld in artikel 7.

Ook elke aanvrager wiens aanvraag niet in aanmerking genomen werd, wordt door de Regering bij aangetekend schrijven ingelicht. De Regering vermeldt de motieven van haar beslissing.

#### HOOFDSTUK V. — *Wijziging van het bestek*

**Art. 12.** De Minister kan het bestek dat bij het in artikel 11 bedoelde besluit gaat op eigen initiatief of op verzoek van de exploitant aanvullen of wijzigen.

De aanvraag tot aanvulling of wijziging wordt bij aangetekend schrijven aan de Minister gericht. De Minister beslist binnen zestig dagen na ontvangst van de aanvraag.

Vooraleer een beslissing te nemen op grond van het eerste lid en behoudens speciaal gemotiveerde dringende noodzakelijkheid geeft de Minister de exploitant de mogelijkheid om zijn opmerkingen mondeling of schriftelijk te laten gelden binnen redelijke termijnen.

De beslissing bedoeld in het eerste lid wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en overgeschreven in het register bedoeld in artikel 7.

#### HOOFDSTUK VI. — *Verlenging van de vergunningen*

**Art. 13.** De Regering kan de duur van de vergunning verlengen wanneer de voorziene termijn niet volstaat om de toegelaten activiteiten tot een goed einde te brengen en op voorwaarde dat ze overeenkomstig de voorschriften van de vergunning plaatsgevonden hebben.

Die verlenging wordt op verzoek van de houder van de vergunning toegekend, na gemotiveerd advies van de administratie.

De aanvraag tot verlenging wordt overgeschreven in het register bedoeld in artikel 7.

Het besluit van de Waalse Regering tot verlenging van de vergunning wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en overgeschreven in het register bedoeld in artikel 7.

#### HOOFDSTUK VII. — *Verkoop, overdracht, verdeling, verhuur en verpachting van de vergunning*

**Art. 14.** § 1. De aanvragen tot verkoop, totale of gedeeltelijke overdracht, verdeling, verhuur en verpachting van de door de vergunning toegestane rechten, alsook de aanvragen tot goedkeuring van de devolutie van die rechten, worden onderworpen aan dezelfde voorschriften als de vergunningsaanvragen, onder voorbehoud van de volgende punten :

1° de aanvraag bevat bovendien een afschrift van de overeenkomst "ne varietur" tussen de partijen, die gesloten moet worden onder de opschortende voorwaarde van de toelating van de overdracht;

2° de bekendmakingsformaliteiten worden beperkt tot een invoeging van de aanvraag in het *Belgisch Staatsblad*;

3° er moet geen openbaar onderzoek georganiseerd worden;

4° het rapport van de administratie wordt aan de Regering gericht binnen zestig dagen na de bekendmaking bedoeld in punt 2°.

§ 2. De Regering doet uitspraak binnen een termijn van honderd dagen, met ingang van de datum van de bekendmaking bedoeld in § 1, 2°.

#### HOOFDSTUK VIII. — *Intrekking van de vergunningen*

**Art. 15.** In geval van intrekking van vergunning laat de Regering het besluit tot intrekking in het *Belgisch Staatsblad* bekendmaken.

De beslissing wordt overgeschreven in het register bedoeld in artikel 7.

HOOFDSTUK IX. — *Wijzigings-, opheffings- en slotbepalingen*

**Art. 16.** Bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten wordt aangevuld met een rubriek 11.10.02, luidend als volgt :

Nummer - Installatie of activiteit	Klasse	EIE	Te raadplegen organen	DEELFACTOREN		
				ZH	ZHR	ZI
11.10.02 Installaties voor de ontginning van aardolie, aardgas of bitumineus zand op de oorspronkelijke natuurlijke site wanneer de dagelijks ontgonnen hoeveelheden 500 T aardolie of bitumineus zand of 500 000 m <sup>3</sup> gas bedragen of minder	2					

**Art. 17.** Het koninklijk besluit van 7 april 1953 houdende regeling van de vorm en van de wijze van onderzoek der aanvragen tot het bekomen van een uitsluitende vergunning tot het opsporen of ontginnen van petroleum en brandbare gassen wordt opgeheven.

**Art. 18.** Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 29 september 2002 waarbij het opsporen en het ontginnen van petroleum en brandbare gassen op het gehele grondgebied van het Waalse Gewest aan het Gewest voorbehouden worden wordt opgeheven.

**Art. 19.** De Minister bevoegd voor de Mijnen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 maart 2009.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 1562

[2009/201707]

**20 MARS 2009. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre le programme 07 de la division organique 30 et le programme 21 de la division organique 16 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2009**

Le Ministre de l'Economie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment l'article 12 tel que modifié par l'article 4 de la loi du 19 juillet 1996;

Vu le décret du 18 décembre 2008 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2009, notamment l'article 34;

Vu la circulaire du 18 janvier 2001 relative à la gestion administrative des programmes cofinancés par les Fonds européens en Région wallonne, particulièrement son point III, 2, 4<sup>e</sup> alinéa;

Considérant la nécessité de transférer des crédits d'ordonnancement à l'allocation de base 33.09 du programme 21 de la division organique 16 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2009, afin de rencontrer la décision du Gouvernement wallon du 11 décembre 2003 dans le cadre de l'Interreg III B, à savoir, le dossier suivant (intitulé et codification du projet cofinancé) :

Interreg III B Europe du Nord-Ouest;

Intitulé : SEPTENTRION;

Opérateur : Espace - Environnement ASBL;

Allocation de base : 33.09.21;

Crédits d'ordonnancement : 36.900,89 EUR;

Codification du projet : E INB 1 40200 ID02 C,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Des crédits d'ordonnancement à concurrence de 37 milliers d'EUR sont transférés du programme 07 de la division organique 30 au programme 21 de la division organique 16.

**Art. 2.** La ventilation des allocations de base suivantes du programme 21 de la division organique 16 et du programme 07 de la division organique 30 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2009 est modifiée comme suit :

(en milliers d'euros)

Allocation de base	Crédit initial et arrêtés de transfert C.D.		Transfert		Crédit ajusté	
	CE	CO	CE	CO	CE	CO
DO 30 01.01.07	0	50	-	- 37	0	13
DO 16 33.09.21	0	0	-	+ 37	0	37

**Art. 3.** Le présent arrêté est transmis au Parlement wallon, à la Cour des comptes, à l'Inspection des Finances, à la Chancellerie du Service public de Wallonie et à la Direction générale transversale Budget, Logistique et Technologies de l'Information et de la Communication.

Namur, le 20 mars 2009.

J.-C. MARCOURT